



PLOUGOÛLM
Naturellement

**COMMUNE DE
PLOUGOÛLM**

**Aménagement de la RD 10 – phase 1
Marché de travaux**

REGLEMENT DE CONSULTATION

Mode de consultation : Procédure adaptée

Pli à remettre avant le 30/09/2025, 12h00

Date d'envoi de l'avis à la publication : 16/07/2025

Table des matières

REGLEMENT DE LA CONSULTATION	2
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION	2
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	2
ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES	4
ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES	5
ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES	6
ARTICLE 6 – MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT DU MARCHE	7
ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	8
ARTICLE 8 – MODALITES DE RETRAIT DES DCE	8
ARTICLE 9 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS	8

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 931418 du 31 Décembre 1993).

La consultation concerne : les travaux d'aménagement de voirie de la RD 10 à PLOUGOULM.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 - Etendue et mode de la consultation

Le présent Marché est lancé selon une procédure adaptée et conformément aux règles résultant des textes suivants :

- L'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique
- Le Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique

et notamment

- de l'article L2113-10 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (allotissement)
- de l'article R2113-1 et suivants, du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (allotissement)
- de l'article L2123-1 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (procédure adaptée)
- de l'article R2123-1 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique (procédure adaptée)
- des articles L2113-6 à L2113-8 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique (groupement de commande)

Le présent Marché est lancé sans option.

2.2 - Décomposition en tranches et en lots

Les travaux sont répartis en 2 lots :

Lot 1 : VRD

Lot 2 : Aménagements paysagers

Il n'est pas prévu de décomposition en tranche.

2.3 Mode de dévolution

Le marché sera conclu, selon l'offre qui sera retenue :

- soit avec un entrepreneur ;
- soit avec des entrepreneurs groupés solidaires.

2.4 - Variantes - options

Les variantes ne sont pas autorisées, le candidat doit répondre obligatoirement à la solution de base.

Les conditions générales d'achat ne peuvent pas être modifiées.
Le dossier ne présente pas d'option.

2.5 - Mode de règlement

Le mode de règlement choisi par le maître d'ouvrage est le MANDATEMENT ADMINISTRATIF, délai fixé à 30 jours. L'avance est possible dans les conditions fixées au contrat.

2.6 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement.

La date prévisionnelle de commencement de la période de préparation de chantier est fixée à décembre 2025. Les délais de la préparation et de la réalisation des prestations sont les suivants :

Nombre de semaine maximum de préparation de chantier	6 semaines
Nombre de jours effectifs maximum de réalisation des prestations	80 jours ouvrés

A titre estimatif, la durée de réalisation du chantier serait de 4 mois.

La date prévisionnelle de la réalisation du chantier est fixée au mois de février 2026 au plus tard.

2.7 - Modifications de détail au dossier de consultation

Le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter au plus tard 10 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir n'élèver aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.8 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de remise des offres.

La date prévisionnelle de commencement de la période de préparation de chantier est fixée à décembre 2025. Les délais de la préparation et de la réalisation des prestations sont les suivants :

Nombre de semaine maximum de préparation de chantier	6 semaines
Nombre de jours effectifs maximum de réalisation des prestations	80 jours ouvrés

2.9 - Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (S.P.S)

Il sera désigné lors de l'attribution du marché.

2.10- Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

L'entreprise maintiendra les voies publiques empruntées en état de propreté et de sécurité.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES

Tous les documents des concurrents seront rédigés en langue française. Cette obligation porte également sur tout document technique justifiant de la conformité d'un produit ou d'une norme non française dont l'équivalence est soumise à l'approbation du maître de l'ouvrage.

Le dossier de consultation comporte les documents suivants :

- ☐ Règlement de la Consultation
- ☐ Actes d'Engagement
- ☐ C.C.T.P.
- ☐ Le bordereau des prix unitaires
- ☐ Descriptif – Quantitatif
- ☐ Plan des travaux

3.1- CONSTITUTION DES OFFRES

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes :

- Pièces de la candidature telles que prévues aux articles R2142-1, R2142-5, R2142-6, R2142-7, R2142-13, R2143-3 du Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique
- Renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise :
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner
Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail
- Renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise :
Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels
- Renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années.
Liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat.

Pour présenter leur candidature, les candidats peuvent utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat). Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr. Ils peuvent aussi utiliser le Document Unique de Marché Européen (DUME).

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

- Pièces de l'offre :
- L'acte d'engagement (AE) complété
- Le CCTP
- Le bordereau des prix unitaires
- le descriptif quantitatif complété
- Le mémoire Justificatif des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du marché comprenant :

- Les références datant de moins de 5 ans en précisant la date, la localisation, les travaux exécutés et la nature des aménagements. A défaut de référence, le candidat devra fournir la preuve de sa capacité à réaliser les prestations demandées.
- Une note méthodologique *comprenant la méthodologie d'exécution et le management de chantier (notamment sur la partie planning et phasage des travaux en fonction des travaux et du lot 1 ou 2 du présent marché) Méthodologie et moyens engagés par l'entreprise pour terminer les travaux de la phase 1 avant le 1^{er} juin 2026*. les délais d'intervention pour chaque phase de la mission (si le candidat propose des délais plus courts que ceux stipulés dans l'Acte d'Engagement). La méthodologie pour la prise en compte du contexte du chantier (avoisinants / riverains) et mesures/ travaux pris en fonction, notamment lors des travaux le long des propriétés voisines, mesures prises pour l'information continue des usagers/riverains durant le chantier, les signalisations mises en place.
- Les moyens humains et techniques affectés aux travaux.
 - Un planning détaillé des travaux et phasage du chantier

La signature du marché n'est pas exigée au stade de la remise des offres, il est toutefois laissé aux candidats la liberté de signer l'acte d'engagement dès la remise de l'offre. Seul le candidat retenu devra signer son offre.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

3.2 - VISITES SUR SITE

Préalablement à la remise des offres, le candidat pourra, s'il le souhaite, effectuer librement une visite des lieux, objet de la consultation.

Il pourra, le cas échéant, poser toute question sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.megalisbretagne.org

Cette visite permettra au candidat de prendre connaissance des lieux et des possibles difficultés qu'il pourrait rencontrer. Il ne pourra en aucun cas faire valoir son manque de connaissance du site concerné ou son manque d'information.

ARTICLE 4. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES OFFRES

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

4.1 - TRANSMISSION ELECTRONIQUE

Les candidatures et les offres devront nécessairement être transmises par voie électronique. Aucun autre mode de transmission n'est autorisé. Toute transmission de documents ne respectant pas cette prescription sera éliminée par le pouvoir adjudicateur.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : www.megalisbretagne.org (accéder à la consultation et cliquer sur "Répondre à la consultation").

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : « .doc, docx, .rtf, .zip, .html, xis, xlsx, .pdf, .jpeg, .gif, .dwg, .txt, .dxf, .ppt, .shp ».

Les candidats sont invités à :

- Ne pas utiliser certains formats, notamment les « .exe », « .bat » ; -
- Ne pas utiliser certains outils tels que les « macros ».

Toute modification du dossier de consultation fait l'objet d'un envoi automatique de message électronique à l'adresse e-mail qui a été indiquée lors du téléchargement du dossier. Il est donc nécessaire de vérifier très régulièrement les messages reçus sur cette adresse.

La responsabilité de l'acheteur public ne saurait être recherchée si le candidat a communiqué une adresse erronée ou s'il n'a pas consulté ses messages de façon régulière.

Si le candidat souhaite signer électroniquement son offre au stade de la remise des offres, la signature de l'acte d'engagement qui sera obligatoire uniquement avec le candidat retenu, doit faire l'objet d'une signature électronique individuelle et conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES.

Le niveau de sécurité requis pour le certificat de signature électronique est le niveau (**) du RGS. Les certificats RGS (Référentiel Général de Sécurité) sont référencés dans une liste de confiance française (<http://www.lsticertification.fr/>) ou dans une liste de confiance d'un autre Etat-membre de l'Union européenne.

Toutefois, le candidat est libre d'utiliser le certificat de son choix si celui-ci est conforme aux obligations minimales résultant du RGS. Dans ce cas, il doit transmettre tous les éléments nécessaires à la vérification de cette conformité.

Les documents devront être préalablement traités par les candidats par un anti-virus régulièrement mis à jour. Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

4.2 - TRANSMISSION SOUS SUPPORT PAPIER

Le pouvoir adjudicateur impose la transmission des plis par voie électronique pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

ARTICLE 5 – JUGEMENT DES OFFRES

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues aux articles L2152-1 et suivants de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 et autres lois et décrets concernés.

Une offre ne pourra être prise en considération qu'à la condition formelle que l'état annuel des certificats reçus ou que l'ensemble des attestations, certificats et déclarations prévues aux articles R213-5 et suivants. Décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique soient fournis dans les 10 jours à compter de la réception de la demande écrite du pouvoir adjudicateur.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Valeur technique	60.0 %
1.1-Méthodologie et management de chantier (notamment sur la partie planning et phasage des travaux en fonction des travaux et du lot 1 ou 2 du présent marché) Méthodologie et moyens engagés par l'entreprise pour terminer les travaux de la phase 1 avant le 1 ^{er} juin 2026.	25.0 %
1.2-Mesures environnementales réalisées dans le cadre du chantier	5.0 %
1.3-Qualité des moyens humains et matériels proposés pour le chantier	15.0 %
1.4-Prise en compte du contexte du chantier (avoisinants / riverains) et mesures/ travaux pris en fonction, notamment lors des travaux le long des propriétés voisines, mesures prises pour l'information continue des usagers/riverains durant le chantier, les signalisations mises en place.	15.0 %
2-Prix des prestations	40.0 %

- * Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.
- * Note Prix des prestations :

La note maximale est attribuée au moins disant, la note des autres propositions est calculée à partir de la formule suivante :

$$\text{Note du candidat } i = \frac{\text{offre moins disante}}{\text{offre du candidat } i} \times P\%$$

(P% est la pondération de la note financière)

La collectivité attend des candidats leur meilleure proposition dès la remise des offres. La négociation ne sera qu'éventuelle. S'il y a une ou plusieurs séries de négociation, elle se fera par tout moyen (écrit ou oral) et pourra porter sur tous les éléments de l'offre (technique, prix...) avec le ou les meilleurs candidats au vu d'une première analyse des offres. La collectivité se réserve la possibilité de faire régulariser une offre irrégulière, lors de la négociation.

ARTICLE 6 – MODE DE REGLEMENT ET MODALITES DE FINANCEMENT DU MARCHE

Le mode de règlement est le virement administratif avec délai de paiement fixé à 30 (trente) jours maximums pour les acomptes et le solde.

Le candidat est informé qu'une avance forfaitaire de 5% est prévue dans le marché si le montant de celui-ci excède la somme de 50 000 euros hors taxe, et si le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Dans le cas où le candidat renoncerait au bénéfice de cette avance, il cochera la case correspondante dans l'acte d'engagement.

ARTICLE 7 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents devront faire parvenir au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite sur le profil acheteur : www.megalisbretagne.org

Une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier si la réponse est de nature à influencer les offres.

ARTICLE 8 – MODALITES DE RETRAIT DES DCE

Les dossiers seront demandés par écrit, formulée par courrier ou courriel, ou en téléchargeant le dossier sur le profil acheteur : www.megalisbretagne.org

ARTICLE 9 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

- Instance chargée des procédures de recours :
Tribunal administratif, 3, Contour de la Motte, 35000 Rennes.
- Organe chargé des procédures de médiation :
Comité consultatif, 6, Quai Ceineray, 44000 Nantes.
- Précisions concernant le(s) délai(s) d'introduction des recours :
 - . Recours gracieux ou recours pour excès de pouvoir : 2 mois à compter de la notification de la décision de rejet (article R 4218722;2 du code de Justice administrative)
 - . Recours de plein contentieux à l'encontre du marché : 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité concernant son attribution, pouvant être assorti d'une demande de suspension de l'exécution du marché (article L 521-8722;1 du code de Justice administrative).